



Directeur du Fonds d'équipement spécial et d'intervention intercommunale (Feicom) entre 2001 et 2005, Emmanuel Gérard Ondo Ndong a eu le temps de se constituer un patrimoine immobilier considérable grâce à d'importants détournements de fonds estimés à plus de 30 milliards de FCFA. Ces différents biens confisqués au profit de l'Etat du Cameroun, sont recensés dans un communiqué que vient de rendre public, la Société de recouvrement des créances (SRC).

Cet établissement financier à capitaux publics, bras séculier de l'Etat en matière de recouvrement des créances, fait l'économie d'une longue liste de constructions répertoriées dans la ville de Yaoundé. Elle comprend notamment un immeuble non bâti au quartier Simbock dans le 6^e arrondissement de la ville de Yaoundé, une concession à trois appartements juxtaposés à Biyem-assi dans le même arrondissement, un duplex avec dépendance pour ses enfants au quartier Ngouso, un autre duplex faisant office de résidence secondaire érigé au lieu-dit quartier Fouda.

La SRC mentionne également une résidence avec clôture et deux dépendances à Nsimeyong, un duplex avec clôture et dépendances au quartier Ntougou Maetur ; un immeuble avec rez-de-chaussée plus trois étages au quartier Mballa I, communément appelé Dragages.

D'autres possessions immobilières, érigées hors de la ville de Yaoundé, plus précisément à

Ambam, dans la région du Sud, ont également été saisies au profit de l'Etat. Il s'agit principalement d'un ensemble immobilier dénommé « **Hotel la couronne**» situé au lieu-dit Ambam centre-ville, d'un complexe immobilier à usage commercial comprenant une menuiserie, une salle d'exposition, une station-service Total, ainsi que des boutiques. Pour finir, une grande résidence de type palais et les meubles la meublant et enfin, une résidence structurée et rénovée.

Pour mémoire, la publication des biens d'Emmanuel Gérard Ondo Ndong confisqués au profit de l'Etat survient 1 mois après la vente aux enchères par la SRC, des salons, armoires, salles à manger, meubles de rangement, appareils électroniques et électroménagers, ainsi que d'autres biens divers qui lui appartenaient. Une opération organisée dans le but de rembourser une dette dont le montant n'a pas été précisé.

Eco Matin
